

LES RELATIONS ECONOMIQUES
ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE.

Le Problème de la Dette

Une Conférence du Professeur Gérard DE BERNIS

donnée le mardi 16 février 1993 à GRENOBLE

à la demande du Comité Local du M.R.A.P.

LES RELATIONS ECONOMIQUES ENTRE LA FRANCE ET L'AFRIQUE., LE PROBLEME DE LA DETTE.

par Gérard DE BERNIS (1)

L'AFRIQUE : UN CONTINENT DIFFICILE

J'ai toujours un peu de mal à parler de l'Afrique. S'il y a un continent **difficile**, s'il y a un continent dont il faut parler avec beaucoup de prudence et de respect, c'est bien de ce continent-là. Il semble quand on le regarde de l'Occident, du Nord, que c'est un continent complètement à la dérive. Or c'est un continent fondamentalement **disparate**; c'est pour cela aussi qu'il est difficile d'en parler globalement.

L'Afrique n'est pas le Zaïre aux ressources aussi immenses que la pauvreté de ses habitants est dramatique. L'Afrique n'est pas non plus ce petit pays près du Zaïre, dans lequel les montagnes, le soleil, en dessous de l'équateur permettent tous les fruits de la création du nord et du sud.. Des pays chauds comme des pays froids, et qui effectivement a l'air d'être extrêmement riche. On pourrait aussi parler:

du NIGERIA et de son pétrole,
du KENYA et de ses problèmes,
de la SOMALIE et de la famine.

C'est un ensemble de pays qui ont un destin très différent.

On est en droit de parler de l'Afrique Saharienne et de l'Afrique du Nord ; deux réalités sociologiques, deux réalités économiques qui sont, malgré tout, extrêmement différentes l'une de l'autre.

On est en droit de parler de l'Afrique, car c'est probablement aujourd'hui le continent qui connaît **la dégradation la plus redoutable** de l'ensemble des régions du Tiers-Monde.

(1) Texte d'une conférence donnée à la demande du MRAP le mardi 16 février 1993.

LA DETTE ET LES PAYS AFRICAINS.

Le Tiers-Monde n'est pas riche.

Le problème de la dette pèse sur l'ensemble de ces pays.

Mais elle ne pèse nulle part aussi lourdement que sur les pays africains.

Sans entrer dans beaucoup de chiffres pour ne pas être trop long, voici un simple rappel comme un état de fait.

En 1975, la dette africaine était à peu près de 30 milliards de dollars, soit 20% du Produit National Brut (P.N.B.) de l'ensemble des pays africains.

C'était un montant de la dette que nous trouvions, à ce moment-là, non négligeable et qui représentait malgré tout une base relativement limitée du P.N.B.. L'ensemble des pays du Tiers-Monde se retrouvaient, à cette époque, endettés au même niveau, avec le même poids par rapport au P.N.B..

En 1980, nous sommes passés de 30 milliards de dollars à 90 milliards. C'est-à-dire que, en cinq ans, la dette s'est multipliée par trois. Ce n'est pas considérable - le quart du P.N.B. - mais cela devient sensible.

L'Afrique est le pays sur lequel la dette pèse le plus lourd.

1982: le processus s'accélère; nous en sommes à 110 milliards de dollars, 33% du P.N.B.. En cinq années nous sommes passés du 1/5 au 1/3 du P.N.B.. 1982 est une date importante. On l'appelle traditionnellement celle de "la crise de la dette".

C'est en août 1982 que le Mexique déclare qu'il ne peut plus rembourser la dette. Toute une série de pays le suivent et confirment que **la dette est trop lourde** et qu'ils ne peuvent pas, eux aussi, **la rembourser**.

Pourquoi 1982? parce que le Tiers-Monde a commencé à s'endetter bien avant ce moment-là. Mais en 1975, il existait des délais de grâce: c'était au bout de 5 à 7 ans que le pays devait commencer à rembourser; en 1982, il apparaît qu'il ne le peut pas. Du jour au lendemain, les banques qui jusque là se précipitaient pour prêter, dans la nuit - je dis bien presque dans la nuit qui suit - les banques arrêtent les prêts qu'elles consentaient à l'ensemble des pays du Tiers-Monde.

POURQUOI CE PROCESSUS D'ACCELERATION DE LA DETTE ?

Je voudrais rapidement analyser ce processus, puisque nous verrons ensuite comment cette dette a pu s'accroître sans que ces pays n'aient reçu cinquante centimes d'argent frais; pendant qu'ils payaient ou remboursaient, la dette antérieure s'est accrue de manière très importante.

Nous verrons les conséquences sur le niveau de vie et sur les conditions économiques de cette région du monde.

SE FABRIQUER UN CONSOMMATEUR POUR LUI VENDRE

Pourquoi cet endettement qui passe d'une trentaine de milliards à plus de 100 milliards en l'espace de quelques années?

Il est vrai que les pays africains avaient des besoins d'investissements importants. Mais le fait est que ce n'était pas pour financer ces investissements que, la plupart du temps, ils s'endettaient. Il faut rappeler que nous avons parallèlement, dans les pays développés, les premières manifestations de la crise économique qui s'est aggravée depuis. Nous commençons à avoir de nombreuses entreprises qui n'avaient plus de débouchés? Or quand on n'a plus de débouchés chez soi, quel est le moyen de vendre? c'est une technique commerciale bien connue: il faut autant que possible endetter le consommateur éventuel; en créant un pouvoir d'achat, on se fabrique un consommateur pour le produit que l'on veut vendre.

Vers les années 1975, les Etats du monde entier étaient endettés; les consommateurs des pays européens étaient déjà endettés à 30%, niveau au-dessus duquel on ne peut pas aller. Il restait le Tiers-Monde; la grande idée des années 1975 a été de faire des prêts aux pays du Tiers-monde pour qu'ils puissent acheter les produits que les occidentaux avaient à vendre.

LE TRIPLE INTERET : DES BANQUIERS, DES ENTREPRISES, DES ETATS DU NORD.

J'ai rencontré beaucoup de monde, en particulier des banquiers, pour comprendre comment ils s'étaient laissés entraîner dans cette situation. Les banquiers, à cette époque, avaient beaucoup de liquidités. Le déficit américain inondait le monde de dollars (eurodollars); les dollars stagnaient dans les banques; les banquiers cherchaient donc à en tirer des taux d'intérêts importants; c'est leur métier. Par conséquent, les entreprises qui cherchaient à vendre leurs produits, et les banquiers qui cherchaient à prêter, pouvaient se mettre d'accord pour organiser des prêts au Tiers-Monde.

Les gouvernements des pays développés y étaient aussi intéressés, car créer des débouchés pour les entreprises, c'est limiter le chômage chez soi. Si bien que nous avons eu une alliance tacite et très solide entre les banques, les entreprises et les gouvernements. Tous avaient un intérêt différent mais un intérêt réel à pouvoir fabriquer des consommateurs dans le monde.

Parfois lorsque les banquiers manifestaient une certaine réticence et s'inquiétaient de savoir si cet argent prêté serait remboursé, les Etats manifestaient, eux, une certaine colère, et parfois des menaces (aux dires des banquiers!).

Le F.M.I. n'a pas cessé, entre 1975 et 1982 de reprocher aux banques leurs prêts insuffisants en prétendant que le chômage ne pourrait que se développer.

Une anecdote significative: en février 1982, quelques semaines avant que la banque du Mexique déclare qu'elle ne pouvait plus rembourser sa dette, au nom du F.M.I., le gouverneur de la banque du Mexique réunit l'ensemble des banquiers européens - ils étaient 600 à cette réunion! - pour leur reprocher sévèrement de ne pas prêter suffisamment aux pays du Tiers-Monde.

ENDETTEMENT EN DOLLARS = REMBOURSEMENT EN DOLLARS = REMBOURSEMENT IMPOSSIBLE.

Cela pour démontrer que les pays du tiers-monde n'ont pas vu, pas compris, que l'endettement, le recours aux ressources extérieures allait très rapidement poser à l'ensemble des pays endettés des problèmes insolubles. Quand vous vous endettez en monnaie étrangère, vous êtes tenus de rembourser en monnaie étrangère. Un pays africain comme le GHANA a sa propre monnaie. Les entreprises ghanéennes peuvent s'endetter auprès de l'Etat ghanéen; ces entreprises ghanéennes produisent en monnaie ghanéenne, elles remboursent avec la monnaie ghanéenne, qu'elles ont gagnée par leurs productions et leurs ventes, les emprunts qu'elles ont fait pour pouvoir produire.

Si elles s'endettent en dollars, il faudra qu'elles remboursent en dollars; pour cela, il leur faudra vendre sur le marché international. Voilà tout le problème! Les endettés ne pourraient rembourser que s'ils pouvaient vendre sur le marché international!

Par conséquent, quand est arrivé le moment du remboursement, il aurait fallu que les pays du Nord acceptent de se mettre en déficit et d'acheter massivement les produits que le Tiers-Monde était en mesure de vendre sur le marché mondial. Mais les endetteurs ont décidé d'endetter le tiers-monde pour lui vendre des produits et non pour lui en acheter.

C'est pour cela que l'histoire se noue en 1982, lorsque le Mexique, suivi de tous les pays du Tiers-Monde,, constate qu'ils ne peut plus payer la dette.

On pouvait pourtant savoir, en 1975, et avant, qu'il ne fallait surtout pas entrer dans le processus d'endettement. Il ne fallait pas endetter le Tiers-Monde parce qu'il n'était pas possible d'imaginer que 140 pays endettés pourraient rembourser en ayant à vendre, tout au mieux, une quinzaine de produits sur l'ensemble du marché mondial.

LES PAYS ENDETTES, CONCURRENTS ENTRE EUX

Lorsqu'ils commencent à vendre pour rembourser leur dette, ils sont tous concurrents les uns des autres. Quand 140 pays ont absolument besoin de vendre, ils acceptent n'importe quel prix, ils bradent.

Les prix des produits vendus par les pays du Tiers-Monde ont diminué, en pouvoir d'achat, de 33% entre 1980 et 1986. Pendant toute cette période, ils se sont acharnés à vendre le plus possible à des pays du Nord qui, eux, étaient en crise et ne voulaient pas, et du reste ne pouvaient pas, acheter indéfiniment une quantité aussi grande de produits.

Si les prix des produits ont cessé de baisser en 1986 ou 1987, c'est essentiellement parce que c'était le blocage complet : s'il n'y a pas une rémunération minimale du producteur, tout s'arrête.

La machine elle-même se casse complètement. Il est vrai que les banquiers et le F.M.I. ne voulaient pas que la machine se casse.

PROCESSUS DE NEGOCIATION

En 1982, on reconnaît qu'il n'est pas possible de payer la dette. Les banques ne veulent pas abandonner leurs créances. Nous entrons dans un processus de négociation dont il faut essayer de déterminer les conditions:

Il n'y aura *plus aucun crédit en argent frais*, c'est-à-dire en argent liquide utilisable pour faire quoi que ce soit. Essayons de comprendre ce qui s'est passé à partir d'août 1982.

ARRET DES TRAVAUX

Il y avait une série de bâtiments en construction, une série de routes commencées, une série d'investissements qui avaient débuté, investissements hydrauliques ou autres: les crédits s'arrêtent, brutalement; ces bâtiments sont restés aujourd'hui dans l'état où ils étaient en 1982, c'est-à-dire dans un état inutilisable; un hôpital construit à moitié sans le toit, ce n'est pas un hôpital, une route qui s'arrête en rase campagne, ce n'est pas une route, une Centrale thermique où il n'y a pas les machines n'est pas une centrale; or ces pays avaient payé pour l'hôpital, pour la Centrale, etc... et on s'est bien gardé de déduire au titre de la dette ce qu'ils avaient dépensé en toute inutilité; bien sûr ce n'est pas la part prédominante de la dette; c'est environ 30% de la dette qui, de cette manière-là, a perdu immédiatement toute valeur; quand vous y ajoutez la baisse des prix, vous comprenez l'impossibilité dans laquelle on était de rembourser.

LE TEMPS DES USURIERS

Alors comment va-t-on négocier ? eh bien on va dire ceci: "si vous acceptez un programme qui devrait nous amener à pouvoir nous rembourser sur une plus longue période, nous sommes prêts à considérer qu'en effet vous ne pouvez pas tout payer du jour au lendemain, c'est-à-dire sur les 5 ou 7 ans qui viennent". Alors on va renégocier la dette, on va étendre les délais de paiement; ainsi nous avons un mouvement de la dette qui devient d'année en année moins lourde à supporter chaque année mais sur un nombre d'années qui devient de plus en plus grand.

Ceci a toujours évoqué pour moi, le phénomène de l'usure. L'usurier est un personnage qui voit le paysan arriver à la fin de la récolte et qui lui dit: "voilà, je t'apporte ma récolte, et je n'ai pas de quoi me désendetter complètement parce que ma récolte n'est pas suffisante". L'usurier ne le met pas en prison, ce serait aberrant, mais lui dit: "je vais te reprêter pour que tu aies de quoi vivre cette année, tu vas continuer à travailler ta terre et tu m'apporteras ta récolte l'année prochaine!". Et le système se reproduit de cette manière, le paysan travaillant finalement en ayant juste de quoi survivre - c'est la situation d'une bonne partie du tiers-monde! - et apportant chaque année sa récolte à l'usurier. De ce point de vue les pays du Nord ont parfaitement géré la dette; nous sommes arrivés à cette situation dans laquelle on fait payer à chaque pays tout ce qu'il peut payer - davantage ce serait impossible et il ne faut pas tuer la poule aux oeufs d'or -; nous avons actuellement des enchaînements de la dette sur de très

longues périodes; certains pays sont pris dans ce jeu pendant au minimum 25 ans. Nous commençons à voir les premières renégociations sur une période de 30 ans.

REDUCTION DES BUDGETS DE L'ETAT : CONSEQUENCES

Ce processus engendre une situation dans laquelle *ces pays ne peuvent pas entreprendre une politique de développement* : pour dégager le maximum de surplus pour rembourser la dette, il faut commencer par réduire le plus possible les dépenses publiques. La première chose que le F.M.I. impose, c'est la réduction du budget de l'Etat. Or l'Etat dans les pays du Tiers-Monde remplissait plus de fonctions qu'il n'en remplit chez nous; il était un peu le protecteur de la population sans revenus, celui qui de temps en temps permet que le prix du riz ne soit pas trop élevé dans les villes, celui qui entretient les écoles, celui qui entretient un minimum de routes, celui qui entretient l'hôpital, celui qui construit les écoles, celui qui organise les réseaux des transports publics. Ce sont des fonctions qui coûtent, et qu'il faut cependant assumer pour que la population puisse assurer son minimum de subsistance. Or on dit à cet Etat de revenir aux normes de l'équilibre budgétaire, de diminuer les subventions aux produits agricoles, aux transports publics, le mieux étant finalement de privatiser les entreprises et ainsi en les vendant de gagner un peu d'argent pour survivre un peu plus longtemps. Mais par ailleurs à qui vendre ce genre d'entreprises dans un pays du Tiers-Monde?

LA DEVALUATION N'EST PAS UNE SOLUTION

On comprend bien pourquoi le FMI impose la solution de la dévaluation dans le cadre des PAS : supposant que la diminution de la valeur de la monnaie nationale va diminuer le prix en monnaie étrangère des marchandises exportées et accroître la valeur en monnaie nationale des marchandises importées, on en déduit que les exportations s'accroîtront, que les importations se réduiront, et donc que la balance commerciale s'améliorera, permettant au pays concerné de dégager les devises convertibles au paiement de la dette. C'est ainsi que le FMI a exigé la dévaluation du CFA en contrepartie de la volonté de désengagement de la France de l'Afrique.

Tout a été dit sur les effets de cette dévaluation sur le niveau de vie de la population qui subit l'accroissement des prix des biens importés, comme les médicaments ou une partie des biens alimentaires (ce qui renvoie au fait que de plus en plus les flux des biens agricoles sont inversés, les pays du Sud vendant les produits de leur agriculture au Nord et achetant à celui-ci les biens alimentaires qu'il ne produit plus).

On observera cependant que, conformément à ce qui a été démontré depuis longtemps, ces effets ne peuvent se produire que si les pays concernés peuvent vendre davantage et acheter moins. Or, pratiquement, ils vendent déjà tout ce qu'ils ont à vendre, et ils achètent ce qu'ils sont obligés d'acheter; on ne peut donc pas espérer qu'ils pourront vendre plus et acheter moins (on dit en termes plus savants que l'élasticité-prix de leurs exportations et de leurs

importations est très faible), ce qui ruine le raisonnement. Bien au contraire, la recette de leurs exportations diminuera, et le coût global de leurs importations s'accroîtra, ce qui aura les effets inversés de ceux que l'on prétend (en termes plus savants, la courbe en J ne fonctionne pas dans les relations Nord-Sud).

Certes il en résultera d'autres effets, en particulier dans les rapports de niveaux de vie entre les différents groupes; dans certains de ces pays, les paysans ont vu leurs recettes améliorées, ce qui ne signifie pas pour autant que leur pouvoir d'achat global le sera, surtout si la dévaluation contribue à faciliter une nouvelle baisse des prix des produits qu'ils exportent, ce qui reste à craindre. Il se peut aussi que la vente des matières premières devienne plus rentable, mais les salaires urbains devront aussi être réajustés si bien que le résultat à long terme reste difficile à apprécier.

REGRESSION DES NIVEAUX DE VIE

Selon un document des Nations-Unies de 1991 qui le montre d'une manière très claire, tous les indices qui expriment le niveau de vie d'une population, ont régressé en Afrique entre 1983 et 1990, de telle sorte que nous sommes revenus en quelques 7 années à la situation antérieure à 1960; en l'espace de 7 années de dette, nous avons annulé ce qui avait été une vingtaine d'années d'efforts des populations pour un véritable développement ou du moins une amélioration de la situation.

ILLUSTRATIONS:

Le mi-temps pédagogique

Et la situation aujourd'hui, il faut le dire et le reconnaître, est très grave. On a inventé des formules "merveilleuses", comme le mi-temps pédagogique; autrefois on nous a expliqué que faire travailler les enfants le matin et l'après-midi, c'était bien; maintenant on nous explique que c'est mieux quand ils ne travaillent que le matin ou l'après-midi; bien entendu, dans ces conditions les locaux sont libres deux fois, les instituteurs aussi, et pour peu que vous remplissiez un peu plus les salles de classes, là où vous aviez 30 enfants avec un instituteur normalement pour toute la journée, vous en avez maintenant 50 le matin et 50 l'après-midi avec le même instituteur; c'est-à-dire qu'il ne connaît plus ses enfants, il est incapable de les faire travailler et de donner un minimum d'éducation; et j'insiste là-dessus, les taux de scolarité officiels sont parfaitement maintenus en Afrique; il y a très peu de pays où on voit diminuer le taux de scolarisation, c'est normal, il n'y a qu'à faire des garderies pour maintenir les taux de scolarisation. Nous sommes en train de revenir à une situation que nous avons connue en 1960, celle d'un pourcentage élevé de populations analphabètes; or les enfants qui n'ont pas été correctement scolarisés dans l'enseignement primaire, oublient très vite tout ce qu'ils ont appris; nous assistons à une régression culturelle, une régression humaine générale, mais technique, mais économique aussi.

En matière de santé

L'Afrique est en train d'être littéralement décimée par ses maladies traditionnelles, et d'abord le *paludisme*. C'est une maladie du sous-développement, liée aux conditions d'existence, elle a fait une remontée fabuleuse. Alors que nous avons fait des progrès réels dans les années 60, nous avons aujourd'hui partout des moustiques qui résistent aux insecticides que nous avons répandus, et des vecteurs du paludisme qui résistent eux-mêmes aux médicaments que nous connaissons; par exemple dans un pays comme le BURUNDI, où la fertilité des terres permettrait une bonne nourriture, les taux de mortalité sont très élevés. A côté de ce retour des maladies traditionnelles, la *tuberculose* qui s'était développée dans de nombreuses régions africaines au cours de la crise des années 30, et avait été stoppée, reprend une forte vigueur.

Et nous avons le *Sida*; le sida est à mon sens la maladie sociale de la crise d'aujourd'hui ; c' est essentiellement un phénomène d'hygiène, en train de se répandre dramatiquement en Afrique; nous discutons du sang contaminé en France, mais on ne peut pas envisager de parler de sang non contaminé en Afrique; pour avoir du sang non contaminé, il faut avoir des instruments, et pas seulement de l'hygiène ou de la volonté, et pas seulement du savoir; il faut aussi avoir les moyens matériels pour pouvoir faire des piqûres, transfuser un peu de sang; or nous savons tous aujourd'hui que les hôpitaux sont des centres de diffusion dramatique, que l'espérance de vie à la naissance régresse très fortement chez les hommes et les femmes; le phénomène des orphelins du sida est en train de devenir quelque chose de monstrueux en Afrique; et tant qu'on n'a pas les moyens de lutter contre lui, on n' a aucun moyen d'enrayer ce développement.

Mais c'est aussi l'**impossibilité de faire des investissements** qui seraient nécessaires, ne serait-ce que pour entretenir le capital; aujourd'hui quand vous circulez en Afrique, vous trouvez le long des routes des camions que l'on aurait parfaitement pu sauver n'importe quand dans les années précédentes; une pièce s'est cassée; on n'a pas de quoi l'acheter parce qu'il faudrait l'acheter à l'extérieur; le camion rouille et se détruit complètement; nous avons aujourd'hui un phénomène de dégradation physique, non pas seulement des hommes, mais aussi du capital productif; c'est vrai des camions, des tracteurs; c'est vrai des usines, c'est vrai de l'ensemble des moyens matériels de production aujourd'hui. L'effort des années précédentes est détruit. Il faudra des années et des années pour reconstruire tout cela.

Alors bien sûr à partir de là, **la tentation des pillards** bien sûr je ne justifie pas les bandes, mais quand on a détruit toute trace de civilisation, quand on n'a plus de moyens de subsistance, on revient effectivement à des procédés sociaux dramatiques.

L'Afrique et les migrations

Je ne veux pas faire de misérabilisme, j'en ai horreur, mais il est important aussi de prendre l'exacte mesure de ce qui est en train de se passer près de nous. Il faut en prendre conscience, car ce n'est pas par hasard si le problème des migrations se pose dans le continent africain beaucoup plus gravement que dans n'importe quelle autre région du monde, parce qu'il n'y a plus de travail; à partir du moment où il n'y a plus de camions, où il n'y a plus de tracteurs ni d'usines, la population qui ne désespère pas trop, celle qui a encore quelques forces ou qui est jeune et qui veut faire autre chose, n'a plus d'autre solution que de s'en aller. La dette et ses conséquences ont considérablement accéléré ce processus.

J'ajoute à cela que cette politique de retrait de l'Etat qui n'a plus les moyens d'agir, est aggravée par les conditions économiques dans lesquelles on veut le faire jouer; ainsi c'est *l'ouverture aux importations*, c'est en même temps la difficulté de pouvoir exporter, c'est la dévaluation de la monnaie dont on prétend qu'elle permettra le rétablissement de l'équilibre commercial, alors qu'on sait bien que dans les conditions africaines, ce n'est pas possible; c'est aussi le *phénomène des privatisations*; comme on sait que personne de ces pays ne peut racheter le capital qui est mis en vente, nous assistons à une recolonisation car il n'y a que des entreprises étrangères pour racheter, même si elles le font pour des bouchées de pain.

COMMENT ARRETER CE PROCESSUS DE DEGRADATION ?

Mais je ne peux pas, nous ne pouvons pas nous contenter de décrire cette situation; si nous nous arrêtons là, ce serait une démission collective de notre part.

Nous sommes obligés de nous demander si et comment ce processus de dégradation peut s'arrêter. C'est en fait la seule chose qui nous intéresse.

Il faut reconnaître que c'est une *question urgente* pour l'Afrique, c'est une question urgente pour l'Amérique latine et pour bien des régions de l'Asie, c'est une question urgente pour nous aussi. C'est une question centrale qui nous est posée.

Pour éviter des conflits graves entre le Nord et le Sud: créer des emplois.

Si nous ne résolvons pas les problèmes du développement, s'ils ne sont pas résolus par ceux qui l'ont en charge, dont les nationaux de ces différents pays, nous allons vers des conflits graves à l'échelle de la planète. Il n'est pas vrai que l'espace sur lequel vivent 700 millions d'habitants plus ou moins riches, mais tellement plus riches que les autres, que cet espace-là pourra continuer à exister sans que les autres veuillent y venir; et il ne sera possible de sauvegarder cet espace où vivent 700 millions de gens relativement riches qu'en mettant, tout autour, des barrières de plus en plus hautes et de plus en

plus militarisées. Si nous voulons éviter ce conflit Nord-Sud fondamental sur la question des migrations, nous n'avons qu'une solution, - et je suis sûr qu'il n'y en a qu'une -: ce sont des emplois et des conditions de travail créés pour que cette population puisse vivre chez elle, ce qui normalement fait partie des droits de l'homme; les droits de l'homme c'est d'abord de vivre de son travail, et chez soi.

L'environnement: un problème du Nord

Mais si les sources de conflits entre le Nord et le Sud sont importantes, c'est qu'elles ne se limitent pas au problème des migrations; il y a aussi le problème de l'environnement. Lors de la conférence qui s'est tenue à RIO à la fin du printemps dernier (1992), les responsables du Nord ont failli créer un conflit supplémentaire avec les peuples du Sud : ils ont prétendu que ces derniers étaient responsables de la dégradation de l'environnement chez eux. On accusait les petits paysans brésiliens de chercher à survivre en coupant de temps en temps quelques arbres pour se faire un espace où ils pourront faire un peu de culture, et on menaçait d'attaquer le Brésil sur ce terrain-là. Or où sont les responsabilités dans la dégradation de l'environnement? Les pays développés avaient proposé, à propos de la destruction de la couche d'ozone qu'il y ait des quotas attribués à chaque pays, le droit de détruire une partie de la couche, et on avait simplement proposé, du côté des pays du Nord, que ce quota soit proportionnel au P.N.B.; c'était dire que plus on était riche, plus on avait le droit de détruire l'environnement; heureusement sur ce terrain-là, il y a eu un minimum de prise de conscience et refus d'une position de ce genre.

La production de la drogue: un problème de prix

Il y a aussi un troisième problème: quand le prix des pommes de terre est tel que leur production ne permet pas au paysan de vivre de son travail et qu'en même temps produire de la drogue donne un revenu incontestablement plus élevé au paysan, quel est le paysan qui ne le ferait pas? S'il a le choix entre dépérir en produisant des produits alimentaires et survivre en produisant de la drogue, cela lui est radicalement indifférent; le paysan est l'être le plus rationnel qui soit au monde, il se détermine toujours en fonction des prix qu'on lui propose. Là aussi, nous assistons à un transfert de responsabilités : le marché de la drogue se trouvant dans les pays développés, on accuse les pays du Tiers-Monde de produire la drogue ! bien sûr qu'ils la produisent ! mais changeons le système des prix à l'échelle mondiale et créons des circonstances telles que l'on puisse produire avec le même revenu les pommes de terre, le blé, et éventuellement les fleurs; les choses seront alors très différentes de ce qu'elles sont.

LA VRAIE QUESTION : ETRE SOLIDAIRES

UNE SEULE SOLUTION : DU TRAVAIL POUR TOUS PARTOUT DANS LE MONDE.

Nous avons donc des raisons de nous sentir profondément solidaires; ou bien nous allons à des conflits graves, ou bien nous les résolvons ensemble. Alors je crois, je vais le dire brutalement en quelques minutes: au moment où nous-mêmes nous risquons dans nos propres pays de voir une dégradation très forte de la situation économique, nous avons à poser le problème **du travail pour tous** ; je suis en ce qui me concerne rigoureusement persuadé que nous allons vers une crise très grave et vers une augmentation encore plus rapide du chômage; entre 1929 et 1931, le nombre des chômeurs dans les pays développés est passé de 10 à 30 millions; nous sommes à 30 millions - je souhaite que l'on ne passe pas à 90 dans les 2 ans, mais c'est le risque -; en cela les peuples du Nord devraient avoir conscience qu'ils sont solidaires des peuples du Sud **pour qu'ensemble on arrête ce processus de destruction du Sud, et d'autre part ce processus d'une crise extrêmement grave dans le Nord** qui n'arrangera certainement pas non plus les affaires du Sud. Et il n'y a qu'une solution à ce problème, c'est de chercher - et ensuite de mettre en oeuvre - les moyens d'une politique de **travail pour tous, partout dans le monde** . Il est urgent aujourd'hui de montrer et de comprendre qu'il est possible d'avoir un tel programme raisonnable; sans faire de révolution extraordinaire. Il n'y pas de possibilité de changer en l'espace de quelques semaines les modes de relation sociaux et économiques dans l'ensemble des pays de la terre; en revanche, il est possible d'envisager un programme qui, en quelques années, serait susceptible de créer des emplois au Sud et au Nord; non pas en commençant par le Nord, car précisément enfermés dans notre économie de marché nous n'avons pas la possibilité de fabriquer des débouchés artificiels qui donneraient des revenus aux entreprises. Mais il y a dans le Sud une série de ressources, il y a une série de nécessités immédiates de produire pour la satisfaction des besoins du Sud. Il faut abandonner cette idée que les gens du Sud doivent produire pour vendre des produits au Nord qui lui créent du chômage et qui créent les contradictions, alors que nous pouvons parfaitement être solidaires pour créer des emplois à la fois au Nord et au Sud.

Il est temps que nous réfléchissions à un programme de travail pour tous partout dans le monde, à la fois pour le Nord et le Sud. Si nous ne le faisons pas , et si nous ne le faisons pas assez vite, si nous ne créons pas les conditions pour que nos concitoyens finissent par comprendre que nous sommes dans une situation absolument paradoxale, - une immensité de besoins non satisfaits à l'échelle de la planète et une immense cohorte de gens qui n'ont pas de travail ou d'activité productive,- nous allons à la situation la plus contradictoire et la plus insupportable qui soit: une crise d'une ampleur

que le monde n'a encore jamais connue. Au contraire, si nous étions capables de mettre au travail cette population, de lui donner une activité productive, elle pourrait en même temps satisfaire ses besoins; il ne faut quand même pas nous faire croire que ce sont des raisons économiques qui empêchent ce qui apparaît à tout individu capable de réfléchir comme étant le plus normal: faire se rencontrer des travailleurs qui ont envie de travailler et des gens qui ont envie de pouvoir bénéficier du produit de leur travail.

L'abandon de la dette ne suffit pas.

Il faut abandonner la dette car elle bloque tout. Ceci étant, ne croyons pas que l'abandon de la dette puisse résoudre tous les problèmes. Il restera une question fondamentale à laquelle il faut s'attaquer au plus vite, qui peut se formuler ainsi: dans le Sud, la population, croissante, doit produire pour pouvoir vivre, et elle le fait de plus en plus, mais elle n'a pas les moyens d'acheter les produits qu'elle fabrique, pour les consommer et améliorer le niveau de satisfaction de ses besoins; elle est donc obligée de vendre ses produits sur les seuls marchés où l'on peut trouver de l'argent, les marchés du Nord, ce qui y ruine les industries existantes. Mais il ne faut surtout pas y voir une opposition Sud/Nord. C'est un aspect important de la lutte des classes. Les Firmes transnationales s'en trouvent très bien, elles peuvent ainsi produire à faible coût et réexporter au Nord ces produits; le capital au Nord en profite doublement, pour faire pression sur les salaires, d'une part, du fait du prix dérisoire des biens-salaires achetés au Sud, d'autre part, grâce à la mise en concurrence à l'échelle mondiale de tous les paysans et de tous les travailleurs des villes.

Que par ailleurs, cette situation déséquilibrée supprime des emplois au Nord et au Sud à la fois n'est pas pour gêner les forces dominantes du capital; on ne doit jamais oublier en effet dans notre analyse les luttes entre fractions du capital. Le critère d'une bonne gestion industrielle, de l'efficacité, est devenu le "dégraissage"; la "concurrence" (autrement dit le "libéralisme") a pour fonction de permettre aux "meilleurs", c'est-à-dire aux plus forts ("les gagnants") de se développer au détriment des autres (d'où l'extraordinaire concentration à laquelle on assiste)!... Comme c'est le même capital qui est installé au Nord et au Sud, il gagne d'un côté ce qu'il perd de l'autre, au détriment des fractions du capital qui ne peuvent se délocaliser.

On ne sortira donc de cette situation, qui ne va pas sans rappeler celle de la fin des années trente, mais en beaucoup plus grave (alors le régime colonial et le rôle des Etats permettaient au Nord de réguler ce qui se passait au Sud et interdisait donc une lutte entre les fractions de capital) sans retrouver certains des principes des accords de Bretton Woods, même si ceux-ci ont été très vite abandonnés, la Banque pour la Reconstruction et le Développement (devenue par abus de langage Banque Mondiale) et le Fonds Monétaire international faisant l'inverse de ce qui était leur vocation: celle-ci consistait à transférer des capitaux de là où il était abondant vers là où il était rare, sans endettement pour autant, et à empêcher le développement des politiques de déflation.

La question urgente aujourd'hui **pour que tous aient du travail partout dans le monde** est de donner aux populations du Sud les moyens de leur solvabilité, pour qu'elles deviennent capables d'acheter les biens qu'elles produisent, produisant ainsi pour la satisfaction de leurs besoins et réduisant la pression à la destruction des emplois au Nord.

Il faut réfléchir, il faut comprendre, il faut discuter des problèmes de la dette, il faut voir où le continent africain a été conduit par là; mais si nous ne disions pas aussi qu'il faut en sortir et comment en sortir, nous n'aurions fait que la moitié du travail.

N.B. Le texte ci-dessus a intégré quelques relouches proposées par Gérard DE BERNIS pour la Conférence Nationale du MRAP des 4 & 5 juin 1994.